

Jean-François LÉONARD et Pierre HAMEL

Respectivement professeur, département de science politique, UQAM,  
et professeur d'urbanisme à l'Université de Montréal

(1978)

# “Les groupes populaires dans la dynamique socio- politique québécoise”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: [http://www.uqac.ca/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/](http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-François Léonard et Pierre Hamel

“Les groupes populaires dans la dynamique socio-politique québécoise”

Un article publié dans la revue **Politique aujourd'hui**, Paris, no 7-8, 1978, pp. 155-164.

Pierre Léonard est professeur au département de science politique à l'UQAM et M. Hamel professeur d'urbanisme à l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle accordée par M. Jean-François Léonard le 8 juin 2005 de diffuser la totalité de ses publications.]



Courriel : [leonard.jean-francois@uqam.ca](mailto:leonard.jean-francois@uqam.ca)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 14 mai 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.



# Table des matières

[Introduction](#)

[Origine des groupes populaires](#)

[Des comités de citoyens à la formation du F.R.A.P.](#)

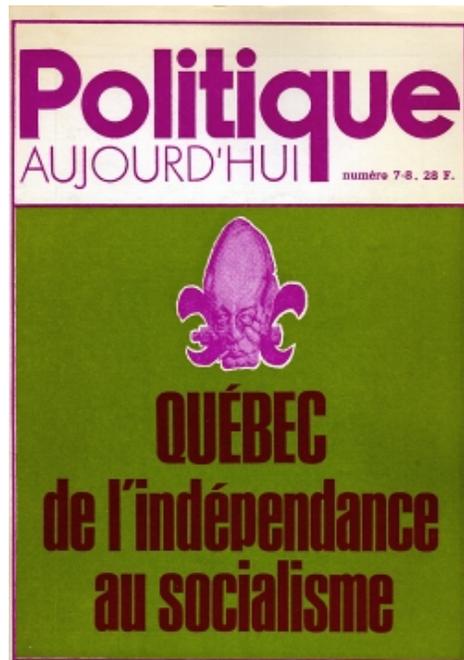
[L'éclatement du F.R.A.P. : à la recherche d'un projet socialiste](#)

[Bilan et tendances](#)

Jean-François LÉONARD et Pierre HAMEL

Respectivement professeur, département de science politique, UQAM,  
et professeur d’urbanisme à l’Université de Montréal

**“Les groupes populaires dans la dynamique  
socio-politique québécoise”**



in revue **Politique aujourd'hui**, Paris, no 7-8, 1978, pp. 155-164.  
[Dossier: Québec: de l'indépendance au socialisme]

Jean-François LÉONARD et Pierre HAMEL

Respectivement professeur, département de science politique, UQAM,  
et professeur d'urbanisme à l'Université de Montréal

“Les groupes populaires dans la dynamique socio-politique québécoise”.

Un article publié dans la revue Politique aujourd'hui, Paris, no 7-8, 1978, pp. 155-164.

## Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Depuis vingt ans plusieurs dizaines de groupes populaires se sont manifestés à Montréal dans tous les domaines socio-économiques (logement, santé, équipements communautaires, chômage, etc.), confrontés plus ou moins directement au pouvoir d'État. Mais la portée politique effective de l'action de ces groupes a été, jusqu'à maintenant, difficile à établir, compte tenu de la diversité des enjeux et surtout de la variété idéologique qui a sous-tendu l'encadrement des différentes pratiques de mobilisation. Nous ne sommes donc pas en face d'un phénomène homogène, même si toutes ces mobilisations populaires <sup>1</sup> ont été faites par ce qu'on appelle des « groupes populaires ». Au contraire, on pourrait dire que derrière l'apparente homogénéité des pratiques, en deçà d'une certaine convergence symbolique, se profilent

---

<sup>1</sup> La notion de mobilisation populaire ne renvoie pas uniquement aux conflits sociaux autour d'enjeux précis ou aux activités des groupes de pression. Par rapport aux enjeux montréalais, cette notion peut aussi s'appliquer aux expériences d'auto-organisations dans les quartiers populaires - mise sur pied de services communautaires de santé, de coopératives alimentaires, de garderies populaires, qui supposent une implication plus au moins grande des usagers - de même qu'aux expériences de luttes sur la scène politique municipale.

des divergences et des oppositions, des affrontements qui donnent lieu à différentes tendances au sein de la petite-bourgeoisie intellectuelle et des groupes populaires.

Pour éviter les réductions idéologiques, il faut s'interroger sur ce qui est fondamentalement en cause à travers ces mobilisations populaires et considérer la nature des rapports à l'État, qui se sont développés notamment via l'appui financier, technique et organisationnel fourni « complaisamment » par les différents appareils de l'État canadien. On peut alors départager la place occupée par ces groupes dans une stratégie souple d'intégration sociale commandée et manipulée par l'État, de la signification réelle de leurs luttes dans la construction du mouvement socialiste québécois.

## **Origine des groupes populaires**

[Retour à la table des matières](#)

L'appellation « groupes populaires » renvoie à une dénomination variée comités de citoyens, mouvements de lutte urbaine, coopératives de production, etc. et à une réalité diversifiée qui comprend essentiellement des groupes et organisations qui sont soit intervenus sur différents fronts de lutte (logement, santé, travail, etc. ) dans le but de suppléer à l'inaction de l'État dans un certain nombre de domaines sociaux où les besoins des travailleurs étaient niés, soit intervenus pour soutenir et appuyer le radicalisation du mouvement ouvrier.

Les premiers groupes populaires étaient des comités de citoyens. L'action organisée de ces comités dans les quartiers populaires de Montréal, au début des années 1960, constitue un phénomène politique important dans le contexte québécois d'alors. A cela plusieurs raisons :

- D'un côté un apparent immobilisme dans la gestion administrative de la ville de Montréal, lié à une permanence certaine de la direction et du contrôle politique de cette même administration, ont permis

aux premiers regroupement volontaires de citoyens d'apparaître porteurs d'un renouveau dans les priorités et les formes de développement du cadre de vie urbaine, même si leurs revendications ne visaient pas uniquement le niveau local.

- D'un autre côté, dans le contexte de la « Révolution tranquille », de la réorganisation des appareils administratifs du gouvernement québécois et de leur adaptation aux réalités nouvelles, les groupes populaires apparaissent à certains technocrates comme un élément-charnière sur lequel on peut développer une jonction opérationnelle entre l'État québécois et certaines couches sociales ignorées de cette « révolution », tout en permettant de bâtir une planification où ces citoyens pourront s'intégrer aux différentes étapes d'un processus de décision et de gestion.

Enfin les gestionnaires du gouvernement fédéral y voient un débouché permettant de justifier leur intervention sur le scène urbaine, d'élaborer des politiques de bien-être et de main-d'œuvre adaptées aux réalités locales.

A cause de son caractère cumulatif et auto-générateur, ce phénomène n'a pas tardé à prendre dans l'ensemble des quartiers populaires de Montréal, une dimension significative, amplifiée par les média d'information qui y voyaient les germes d'une opposition populaire, organisée et cohérente face à l'hégémonie politique de l'administration des notables de la ville de Montréal. Le mythe des groupes populaires commence alors à prendre forme tant auprès de l'opinion publique qu'auprès des intellectuels, animateurs ou militants de ces groupes. Dès ce moment on a surestimé la portée politique de ce phénomène. même si ces groupes populaires apparaissent pour certains comme des microcosmes d'expériences autogestionnaires totalement inconnus auparavant en Amérique du Nord, ils ne sont en fait que l'adaptation des « grass roots movements » apparus aux U.S.A. après la seconde guerre mondiale et qui ont été encadrés par une nouvelle génération de travailleurs sociaux professionnels, rémunérés par l'État et mettant en pratique les théories de Saul Alinski. Ces animateurs sociaux étaient inspirés d'un courant humaniste qui re-définissait le travail social communautaire en considérant davantage la réalité sociale particulière au mouvement ouvrier.

Compte tenu de ce contexte historico-politique, on peut maintenant examiner en détail les différentes phases qui ont marqué l'évolution des groupes populaires à Montréal.

## **Des comités de citoyens à la formation du F.R.A.P. <sup>2</sup>**

[Retour à la table des matières](#)

Les comités de citoyens sont apparus au début des années 1960 dans les quartiers populaires du sud-ouest de Montréal. Pour les initiateurs - les animateurs sociaux du Conseil des Oeuvres de Montréal (C.O.M.) <sup>3</sup> - il s'agissait de dépasser l'approche traditionnelle du service social, basée sur la relation clinique « professionnel-client », et d'orienter leur intervention vers le développement communautaire. On cherchait ainsi à rejoindre d'une façon plus appropriée les populations dites « défavorisées », essentiellement celle habitant le quartiers périphériques au centre-ville montréalais et que sont composées en grande partie d'assistés sociaux, de chômeurs, bref de personnes exclues du système de production.

Le Conseil des Oeuvres de Montréal, par ce biais, modifiait son intervention sur le milieu et contribuait du même coup à l'amorce d'un processus de mobilisation sur les enjeux urbains. Formés autour de problèmes précis - une école ou des logements à rénover, les problè-

---

<sup>2</sup> Le F.R.A.P. est le Front d'action politique des salariés de Montréal. Créé en 1969, il regroupait les comités de citoyens du sud-ouest et de l'est de Montréal dans une organisation politique municipale.

<sup>3</sup> Les Conseil des Oeuvres de Montréal (C.O.M.), appelé plus tard le Conseil de Développement Social du Montréal Métropolitain (C.D.S.M.M.), est une agence de Service social dont le financement est assuré majoritairement par une vaste collecte de fonds menée annuellement auprès de la population montréalaise par les hommes d'affaires et P.D.G. de tout acabit. Cela rassure leur conscience sociale... et leur permet de déduire les dons qu'ils font de leurs rapports d'impôts.

mes d'apprentissage scolaire des enfants, certains besoins concernant les équipements de loisirs, etc.- ces comités de citoyens, regroupant de vingt à trente membres actifs, entreprenaient des actions, la plupart du temps sous forme de pressions auprès des pouvoirs publics, en vue d'améliorer leurs conditions de vie. Les a priori idéologiques sur lesquels on s'appuyait étaient ceux de l'animation sociale. Les animateurs du Conseil des Oeuvres véhiculaient une image consensuelle de la société québécoise, expliquant que les inégalités sociales étaient dues à une carence au plan de l'éducation et de l'information, carence qu'on pouvait réussir à surmonter collectivement grâce à la participation mise en -place et contrôlée à travers des processus d'animation sociale.

Le démarrage des comités de citoyens a été relativement lent. Dans un premier temps, jusque vers 1966, on les retrouvait uniquement dans le sudouest de Montréal. Par la suite, d'autres agences de service social tel « University Settlement » avec son Plan de Réaménagement Social et Urbain (1967) vont intervenir en même temps que le C.O.M. étendra ses activités à d'autres quartiers populaires. Enfin ce sont des agences gouvernementales qui vont également contribuer à la surmultiplication des comités de citoyens et des groupes populaires. Tandis que le gouvernement provincial créera une agence d'animation sociale, les Travailleurs Étudiants du Québec (T.E.Q.), le gouvernement fédéral mettra sur pied une autre agence appelée la Compagnie des Jeunes Canadiens (C.J.C.)<sup>4</sup>.

Ainsi encadrés ces groupes populaires évolueront sur deux plans entre 1963 et 1969. D'abord une remise en question progressive du rôle des animateurs sociaux au niveau de leur leadership tant par des éléments avancés dans les groupes populaires que par d'autres animateurs sociaux qui remettaient en cause la perspective populiste véhiculée alors par le C.O.M.. Ensuite, une modification des rapports aux in-

---

<sup>4</sup> Le Plan de Réaménagement Social et Urbain (P.R.S.U.) relevant d'une agence de service social anglophone, University Settlement, sera lancé en 1967 et son champ d'action sera le centre-ville de Montréal.

Les Travailleurs Étudiants du Québec (T.E.Q.) interviendront à Montréal à partir de l'été 1968. Enfin la Compagnie des Jeunes Canadiens (C.J.C.), créé en 1966 par le gouvernement fédéral pour encadrer le développement communautaire, ne s'implantera au Québec qu'à partir de mars 1969.

terventions de l'État. D'une attitude conciliante de collaboration, imprégnée de l'idéologie de la participation, on passe à une attitude plus critique et revendicative qui dénoncera les solutions étatiques aux problèmes sociaux et urbains.

Les comités de citoyens vont alors déboucher sur la nécessité de s'autoorganiser sur le plan des services communautaires et sur le plan politique en se donnant à la fois des moyens de formation et des instruments d'intervention et de lutte plus structurés. Il y a rupture avec les positions attentistes qui avaient caractérisé jusque là les pratiques des comités de citoyens. Surgiront alors des cliniques populaires de santé, des cliniques juridiques, des coopératives alimentaires, etc.. En même temps se formera un véritable parti politique, le F.R.A.P., dont l'objectif sera d'instaurer une démocratie populaire à Montréal et de défendre les intérêts des salariés. C'est l'éclatement des pratiques, la diversification des lieux de lutte, la multiplication des affrontements, bref l'émergence d'une volonté de défendre certains intérêts des travailleurs à partir d'organisations populaires.

Cette double orientation, d'un côté l'auto-organisation, de l'autre la mise en place de structures politiques, va marquer une bonne partie des mobilisations populaires à Montréal à partir de 1968-1969. Mais celle-ci ne relève pas de la seule dynamique des comités de citoyens. Bien entendu, la remise en question du paternalisme étatique et du leadership traditionnel des animateurs sociaux contribuera en partie à définir de nouvelles pratiques. Définies dans une perspective d'action plus large et plus « politique » que celle des comités de citoyens qui continuent à expliquer les problèmes en les référant à un espace, un quartier plutôt qu'à la ségrégation spatiale comme produit de la lutte des classes, ces nouvelles pratiques mettront l'accent sur les contradictions sociales et les affrontements directs à l'État. Cette modification des pratiques se trouve renforcée par la radicalisation du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier qui, à partir de 1967, amorcent une série de luttes frontales obligeant l'État à raidir progressivement ses positions jusqu'au coup de force d'octobre 1970. Cette remise en question de la légitimité de l'État par les forces progressistes, liée à l'évolution des groupes populaires, jouera de façon déterminante dans la formation du F.R.A.P..

Pour ses initiateurs, le F.R.A.P. viendra combler trois grandes lacunes d'abord l'absence d'une pensée politique cohérente, ensuite l'absence d'une direction permettant d'orienter les luttes et l'action des groupes populaires, et enfin l'absence de structures de mobilisation à un niveau régional. Pour combler ces lacunes on créera donc une organisation politique dont la base sera formée de différents Comités d'action politique (C.A.P.) implantés dans les quartiers populaires où les comités de citoyens existaient depuis quelques années. Le projet politique qu'on formulera était, à l'époque, très ambitieux : en même temps qu'on cherchait à se lier à une base sociale très large, on entreprenait une lutte électorale sur la scène municipale avec l'intention de poursuivre ensuite la mobilisation et l'action politique sur d'autres fronts (travail, réforme scolaire, mouvements coopératifs, etc.) et d'étendre le mouvement à l'ensemble du Québec. Toutefois, s'il semblait y avoir un consensus autour du projet, si tous les membres du F.R.A.P. étaient d'accord avec l'idée qu'il fallait construire un pouvoir populaire à Montréal, c'est-à-dire une participation des travailleurs à l'ensemble des processus décisionnels qui les concernent, on ne s'entendait pas nécessairement sur la stratégie à adopter. Les dissensions idéologiques vont éclater avec la crise d'octobre 70 et l'échec électoral du F.R.A.P. - en novembre de la même année - mais elles se manifesteront d'une manière plus décisive à son congrès d'orientation en mai 71.

L'apparition du F.R.A.P. constitue un moment important dans l'évolution des mobilisations populaires à Montréal. Après avoir posé, avec le bilan des comités de citoyens, la nécessité de l'organisation politique, on se rend compte que celle-ci soulève divers niveaux de problèmes tant du côté de l'affrontement à l'État que du côté de l'articulation d'une analyse, de moyens d'actions et d'une stratégie en fonction d'objectifs politiques progressistes.

## **L'éclatement du F.R.A.P. : à la recherche d'un projet socialiste**

[Retour à la table des matières](#)

L'échec électoral du F.R.A.P. traduisait au moins deux choses, d'abord la capacité de répression de l'État, ensuite la faiblesse de l'organisation politique et de l'implantation du F.R.A.P.. Mais cet échec, qu'il faut d'ailleurs relativiser compte tenu de la conjoncture politique, n'a pas entièrement paralysé le travail des groupes populaires avec lesquels le F.R.A.P. se trouvait en liaison plus ou moins étroite. Les expériences de coopératives alimentaires, d'éducation populaire, de cliniques médicales, de groupes de soutien au mouvement ouvrier se développeront. D'autres secteurs d'intervention viendront s'y ajouter : au début de 1971 on formera l'Association de Défense des Droits des Assistés Sociaux (A.D.D.S.), les associations de locataires commenceront à s'organiser et, un peu plus tard, on mettra sur pied des garderies populaires. Donc les groupes populaires continuent leurs activités sur plusieurs fronts tout en étant traversés par une série de débats idéologiques qui prennent leur origine dans la crise F.R.A.P.. Que s'est-il passé au juste ?

Sans reprendre en détail les débats qui se sont tenus lors du congrès d'orientation du F.R.A.P. de mai 71, on peut dire qu'il y avait deux positions qui s'affrontaient. D'une part certains mettaient l'accent sur la nécessité de maintenir des offensives collectives tandis que d'autres insistaient pour réorganiser les Comités d'action politique et former des comités de travailleurs. En fait on s'entendait sur la nécessité de mettre l'accent sur le front travail (lieux de production). Mais tandis que les Comités d'action politique St-Jacques et Maisonneuve proposaient un enracinement à la base - impliquant une réorganisation des Comités d'action politique par rapport à la formation des comités de travailleurs - les autres optaient pour la construction d'un front large autour d'offensives collectives. Ces deux positions

vont se cristalliser dans les mois suivants pour constituer deux pôles qui élaboreront, par la suite, des lignes idéologiques et des stratégies différentes.

Autour de la première position on retrouve ceux qui, tout en reconnaissant une priorité sectorielle au front travail comme lieu d'implantation, cherchent aussi à développer des organisations de défense concernant les enjeux urbains et sociaux. La deuxième position élabore une ligne idéologique économiste et avant-gardiste qui réduit les affrontements de classes aux seuls lieux de production. Dans cette perspective la petite-bourgeoisie intellectuelle radicalisée joue un rôle défini en termes d'agitation et de propagande sur les lieux de production. Elle s'oppose ainsi à ceux qui veulent faire avancer la conscience politique des classes populaires, sans être en mesure de définir les tâches prioritaires du mouvement révolutionnaire.

Ce débat sur l'avant-garde n'était pas nouveau. Le Front de Libération Populaire (F.L.P.) et le Front de Libération du Québec (F.L.Q.)<sup>5</sup> s'étaient déjà confrontés sur leurs conceptions distinctes de l'avant-garde. Pour le F.L.Q. l'avant-garde devait jouer le rôle d'éveil de la conscience politique des masses par la propagande et « l'agitation sociale spontanée » même violente. Il ne s'agissait, pour le F.L.Q., en aucune manière, de se substituer aux masses. Au contraire, en dénonçant les injustices sociales, en faisant éclater les contradictions on contribuait à une prise de conscience politique qui devait soulever la colère des masses et donner lieu à l'organisation politique et l'insurrection armée. Pour le F.L.P., l'avant-garde demeurait à l'extérieur du mouvement ouvrier et n'intervenait d'aucune manière dans sa direction.

Le F.L.P. considérait plutôt qu'il fallait se lier de manière organique au mouvement ouvrier. Il concevait la nécessité de relations direc-

---

<sup>5</sup> Le Front de Libération Populaire (F.L.P.) était un groupe socialiste apparu à la fin des années 1960 et où on retrouvait principalement des intellectuels qui avaient participé au débat sur la question nationale et ses rapports avec le socialisme.

Le Front de Libération du Québec (F.L.Q.) était un groupe politique nationaliste qui, depuis le début des années 1960, inquiétait fortement une partie de « l'establishment » anglophone au Québec.

tes entre l'avant-garde et les masses. Ce qui ne faisait pas pour autant de l'avant-garde le seul dépositaire de la direction du mouvement révolutionnaire mais lui donnait un rôle central.

Même si le F.R.A.P., au moment de la crise d'octobre 70, se prononcera en faveur du manifeste du F.L.Q. on peut considérer que sa stratégie se rapprochait davantage de celle du F.L.P.

Ces débats sur le rôle de l'avant-garde et les stratégies d'implantation vont demeurer au centre des préoccupations et des luttes idéologiques qui vont marquer l'évolution de la petite-bourgeoisie progressiste au Québec. Les divergences, apparues lors du congrès d'orientation du F.R.A.P., entre deux positions idéologiques vont s'accroître et se diversifier à mesure que s'effectuera une radicalisation - à l'égard d'une stratégie frontale par rapport à la bourgeoisie - à l'intérieur de celle-ci. De l'action de quartier à l'action politique, des comités de travailleurs aux cellules d'entreprises, des cours de formation politique aux cercles de lecture, le sectarisme et l'épuration idéologique tracent les lignes de conduite et définissent les contours du militantisme d'une façon restrictive. Il n'y a plus de place pour les militants socialistes qui refusent de soutenir des positions sectaires et dogmatiques dans le mouvement ouvrier et les groupes populaires. Les bilans et les liquidations vont se succéder à un rythme soutenu. On bousculera les groupes populaires. Plusieurs seront minés par des débats de ligne et de tendances qui auront pour effet de larguer bon nombre d'usagers et de sympathisants de ces groupes. D'autres seront tout simplement liquidés.

Le clivage entre les tendances initiales à l'intérieur du F.R.A.P. va donc s'accroître et se répercuter sur l'évolution du militantisme au niveau urbain. Les éléments idéologiques avancés par les militants du C.A.P. St-Jacques seront intégrés progressivement à une ligne idéologique marxiste-léniniste qui donnera lieu à la formation - suite à de nombreuses alliances, liquidations et fusions - de deux groupes d'obédience maoïste (« En lutte » et « Ligue communiste ML ») qui draineront une bonne partie des énergies militantes de la petite -bourgeoisie radicalisée.

Par ailleurs les affrontements à l'intérieur du F.R.A.P. permettront de clarifier, entre autres choses, les rapports à l'État. Le caractère de classe de l'État sera affirmé de plus en plus sans équivoque, du moins de la part des militants. Cette radicalisation des militants coïncide toutefois avec un interventionnisme accru de la société politique dans le champ des activités des groupes populaires. En effet, si au début des années 60 l'initiative relève de la société civile, la société politique, surtout le gouvernement fédéral, ne tardera pas à intervenir massivement par le biais de programmes de création d'emplois appelés Perspective-Jeunesse et Initiatives Locales <sup>6</sup> qui réussiront à intégrer bon nombre d'initiatives populaires. Les formules d'intégration et de contrôle de la part de la société politique ne s'arrêtent pas là. Au cours de la même période, le gouvernement provincial vote le bill 65 qui restructure le domaine de la santé et du bien-être social et, par le fait même, intègre les cliniques médicales populaires qui étaient autonomes jusqu'alors. Avec la loi de l'Aide juridique, il entreprend un processus identique à l'égard des cliniques juridiques populaires. La mise sur pied d'un programme d'éducation populaire en décembre 1970, directement contrôlé par le Ministère de l'Éducation, contrebalance les expériences d'éducation populaire définies par les populations locales.

Toutes ces mesures vont avoir des effets concrets sur les mobilisations populaires et sur l'initiative des classes dominées, tout comme elles se répercuteront sur l'avancement de leur conscience politique.

Au début de 72, les CAPs St-Jacques et Maisonneuve proposeront aux militants du F.R.A.P. des discussions selon les différents secteurs d'implantation. Cette proposition ayant été rejetée par le Conseil permanent du F.R.A.P., ils se retireront au mois de mars de la même année, permettant à des militants trotskistes de noyauter l'organisation.

---

<sup>6</sup> Les programmes Perspectives-Jeunesse et Initiatives locales ont été lancés respectivement au printemps et à l'automne 1970 par le gouvernement fédéral en vue de combattre le chômage. Ces programmes permettaient à tous ceux qui formulaient des projets communautaires - allant des garderies aux ateliers d'artisanat, en passant par les troupes de théâtre - d'obtenir des subventions de la part du gouvernement pour les équipements et les salaires à la réalisation des projets.

Au printemps 73, on peut dire qu'il ne reste plus qu'une quarantaine de militants à l'intérieur du F.R.A.P.. Avant de saborder l'organisation, ils soumettront, au congrès de la C.S.N., une résolution demandant que les trois centrales actives à l'intérieur du Comité Régional Intersyndical de Montréal (C.R.I.M.) étudient la possibilité de former un parti politique sur la scène municipale qui soit en mesure, au cours des prochaines élections municipales en 74, d'affronter le Parti civique du maire Drapeau.

Le C.R.I.M. rédigera un document d'analyse intitulé *Une ville pour nous* qu'il soumettra pour fins de discussion au Parti Québécois, au Nouveau Parti Démocratique (social-démocrate) et au Mouvement Progressiste Urbain. C'est sur cette base que se formera un nouveau parti politique municipal, le Rassemblement des Citoyens de Montréal (R.C.M.).

Depuis la crise du F.R.A.P., les luttes urbaines sur le logement, le transport, les équipements communautaires, les services sociaux, etc., se sont développés tandis que certaines expériences d'auto-organisation ont pu se poursuivre même si d'autres, comme on l'a souligné, ont été soit intégrées aux appareils d'État, soit liquidées par les maoïstes. Cependant, tous ces groupes, toutes ces luttes ne participent pas d'un même mouvement. Par exemple, au cours des élections municipales de 1974, plusieurs groupes populaires ont refusé d'appuyer le R.C.M. invoquant son caractère réformiste. De fait le R.C.M. est lui-même traversé par une lutte interne entre ceux qui veulent orienter le parti dans une perspective électoraliste et ceux qui proposent de mettre l'accent sur la mobilisation et l'organisation de la base. Cependant, il semble que la difficulté pour l'instant ne réside pas tant au niveau de ce clivage entre deux tendances mais plutôt dans le fait que la « gauche » dans le parti ne parvienne pas à s'entendre et à définir une stratégie effective.

Mais le R.C.M., même s'il a été présent dans la plupart des luttes urbaines à Montréal au cours des trois dernières années, même s'il a appuyé la plupart des groupes en lutte n'a pas réussi pour autant à se donner une base sociale.

On se retrouve maintenant en présence d'un fractionnement idéologique et organisationnel qui ne constitue toujours pas un mouvement de masse face à l'État. Pour expliquer ce fractionnement on doit faire référence à la conjonction d'un certain nombre de facteurs comme l'interventionnisme accru de la société politique auprès des groupes populaires, la radicalisation idéologique provoquée à la fois par les confrontations à l'État dans les luttes et par les débats idéologiques entre les factions maoïstes, enfin l'aggravation de la crise du capitalisme et ses effets sur les pratiques de consommation des classes populaires qui a fait surgir de nouveaux enjeux sociaux et urbains.

Malgré les divergences et les conflits qui ont caractérisé la modification des pratiques des groupes populaires, ils ont réussi à plusieurs reprises à la fois de façon sectorielle et spatiale à mettre en place et à développer des liens organiques entre eux.

Les garderies populaires se coordonnent au niveau d'une lutte contre le Ministère des Affaires sociales. Les comités logement mettent sur pied des fronts communs. Les assistés sociaux, à travers l'A.D.D.S., poursuivent des luttes d'auto-réduction, etc..

Toutes ces formes de regroupements ne signifient pas nécessairement que les dissensions idéologiques aient été surmontées mais désignent tout au moins la reconnaissance qu'on est aux prises avec un ennemi commun.

## **Bilan et tendances**

[Retour à la table des matières](#)

Ce bref historique des « groupes populaires » à Montréal permet d'établir un bilan provisoire et de s'interroger sur la portée et les limites de la signification politique de leur action.

En premier lieu il est important de souligner les aspects positifs qui se dégagent des luttes, des expériences d'auto-organisation et des structures politiques mises en place par les « groupes populaires ». A ce titre il y a d'abord un certain nombre d'acquis concrets relatifs aux

conditions de vie qu'on doit mentionner. Que ce soit la modification des procédures administratives gouvernementales, des législations concernant certains droits fondamentaux, ou encore certaines victoires importantes pour l'amélioration du cadre de vie urbain, ces acquis sont indéniables et ont contribué à augmenter la combativité des classes populaires. De plus à travers ces luttes les militants ont fait un apprentissage de la démocratie populaire qui faisait rupture avec la démocratie bourgeoise. Enfin, un autre apport important aura été de révéler la nature de classe de l'État canadien ; si le moment le plus saisissant de ce processus a été l'occupation armée du Québec en octobre 1970, qui brisait ou tentait de casser la dynamique sociale qui se profilait depuis deux ans entre le mouvement étudiant, le mouvement ouvrier et les groupes populaires, il faut voir que la nature de l'État canadien s'est dévoilée au fur et à mesure de ses multiples agissements.

Mais ces « groupes populaires » n'ont-ils été, en dernière analyse, que des appareils d'État de type nouveau œuvrant à l'intérieur de créneaux solidement contrôlés par les classes dominantes ? Il est vrai que l'État a investi beaucoup d'argent dans les « groupes populaires » et qu'il en investi encore. Bon an mal an un minimum de 3 millions de dollars sont saupoudrés sous diverses formes à l'ensemble de ces groupes. Il est vrai aussi que l'État a créé et subventionné, en tout ou en partie, les boîtes d'animation sociale qui ont existé jusqu'en 1970. Mais on ne peut imputer mécaniquement à l'État une attitude machiavélique qu'il n'a pas eue. Il faut plutôt se tourner vers les intellectuels pour saisir l'ampleur et la portée des batailles qui se sont menées et pour comprendre les étapes qui ont marqué profondément l'évolution des « groupes populaires ». A notre avis une bataille en deux temps s'est livrée pour le contrôle des « groupes populaires ». Dans un premier temps, il y a eu affrontement entre la petite bourgeoisie intellectuelle encadrant les « groupes populaires » et les intellectuels qui avaient la charge de défendre les intérêts de l'État auprès de ceux-ci. Dans un second temps, il y a eu rupture du fragile consensus politique entre les « groupes populaires » à partir des conflits idéologiques qui ont traversé la petite-bourgeoisie intellectuelle.

Pour illustrer le premier temps de cette bataille, il n'y a qu'à regarder ce qui s'est passé à l'intérieur des appareils d'État du Ministère québécois des affaires sociales. La réforme pensée et réalisée par les

technocrates de ce ministère prônait une déconcentration des appareils du secteur de la santé au niveau des quartiers et mettait en l'avant un mode de gestion consensuel de ces nouveaux appareils impliquant une participation-intégration des citoyens. Du même coup, nombre d'organisations populaires étaient directement menacées de disparition. C'est alors que les animateurs sociaux et militants des groupes touchés par cette réforme ont entrepris des actions défensives en avançant la nécessité de protéger leur autonomie. Ainsi en a-t-il été dans le domaine de l'éducation populaire, du bien-être social, de la justice, etc.

Par ailleurs, entre les intellectuels des groupes populaires, différentes tendances apparaissent à mesure que les luttes contre l'État se durcissent. Grosso modo, on peut déceler deux tendances dominantes. Une première véhiculée par les groupes maoïstes qui tentent de s'imposer parmi les groupes populaires comme la seule issue politique cohérente pour réaliser la libération de la classe ouvrière. La seconde tendance, regroupant surtout des militants socialistes impliqués de longue date dans les groupes populaires et le mouvement ouvrier, ne fait pas de la création du Parti sa seule et unique préoccupation stratégique.

La première tendance a mené une offensive dévastatrice entre 1973-1975, affaiblissant considérablement la capacité de lutte des « groupes populaires » en les obligeant à trouver la ligne juste, à se convertir aux principes staliniens sur la base d'un marxisme caricatural. Cette première tendance a maintenant délaissé les « groupes populaires » pour s'attaquer au mouvement ouvrier organisé. Le raisonnement est simple : a) Il y a deux classes fondamentales, le prolétariat et la bourgeoisie. b) Inévitablement, il doit y avoir entre ces deux classes antagonistes un affrontement, qui se soldera par la victoire du prolétariat. c) Des organisations intermédiaires (syndicats, « groupes populaires », etc.) existent en grand nombre et menacent, par leur action réformiste, de détourner le prolétariat de son seul et unique objectif (le renversement de la bourgeoisie). d) Il faut donc, dans un premier temps, éliminer ces organisations réformistes pour mieux lutter « classe contre classe ».

Ce raisonnement stratégique implique donc que c'est sur les ruines du mouvement syndical qu'on construira le parti. Et tire la cheville...

Face à cette tendance, plusieurs militants des « groupes populaires » se sont repliés tactiquement dans leurs organisations, en complet désaccord avec les groupes maoïstes et refusant, dans un premier temps, de mener une lutte sur leur terrain. Cette seconde tendance considère qu'il y a, dans les luttes menées par les « groupes populaires » et par les organisations Ouvrières, des acquis non négligeables qu'il importe de retenir pour aller plus loin dans la construction du socialisme québécois. Elle met de l'avant la nécessité d'amorcer le processus révolutionnaire à partir de ces acquis en tenant compte de la conjoncture socio-économique d'ici. Elle constitue un courant socialiste, dont les assises se trouvent dans le mouvement ouvrier et populaire, mais qui n'a pas encore d'expression politique en termes d'organisation.

C'est dans ce contexte que les groupes populaires sont appelés à se transformer et à se lier de plus en plus organiquement avec l'ensemble du mouvement ouvrier. C'est dans cette voie que leur action aura une véritable portée politique.

Fin du texte